



**Marché de travaux**

**DECONSTRUCTION, DESAMIANTAGE, DEPLOMBAGE  
DE L'ANCIENNE PHARMACIE**

**EPSM Georges Daumézon**

**MAPA/CCAP/TRVX-2025-06**

**Marché à procédure adaptée**

Articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>Article 1 - Objet du marché et intervenants .....</b>	<b>3</b>
1-1-Objet du marché .....	3
1-2-Les intervenants .....	3
<b>Article 2 - Structure et forme du marché.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3 - Obligations du titulaire .....</b>	<b>4</b>
3-1-Devoir d'information et de conseil .....	4
3-2-Protection de la main d'oeuvre.....	4
3-3-Assurance.....	5
3-4-Obligations particulières.....	5
<b>Article 4 - Durée du marché - Exécution des prestations .....</b>	<b>5</b>
4-1-Durée du marché - Délai d'exécution .....	5
4-2- Maîtrise d'oeuvre .....	6
4-3 Groupement d'opérateurs économiques .....	6
4-4 Sous-traitance .....	6-8
4-5- Pénalités .....	8-10
<b>Article 5 - Provenance des matériaux .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 6 - Exécution des travaux .....</b>	<b>10</b>
6-1-Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	10-11
6-2 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	11
6-3 Responsabilité dommages occasionnés pendant le chantier.....	11
<b>Article 7 - Contrôle et réception des travaux .....</b>	<b>12</b>
7-1 Réception.....	12
7-2 Documents fournis après réception .....	12
7-3 Délais de garantie .....	12-13
<b>Article 8 – Pièces contractuelles du marché .....</b>	<b>13</b>
8-1 Pièces constitutives du marché.....	13
8-2 Modification du marché .....	13
8-3 Pièces à délivrer au titulaire du marché .....	13-14
<b>Article 9 – Prix et règlement .....</b>	<b>14</b>
9-1 Contenu des prix.....	14
9-2 Prix de règlement.....	14-15
9-3 Mode de règlement du marché .....	15
9-4 Variation des prix .....	16
9-5 Modalités de règlement .....	16-17
9-6 Avance .....	18
9-7 Retenue de garantie.....	18-19
9-8 Nantissement ou cession de créances.....	19
<b>Article 10 – Résiliation du marché – clauses diverses .....</b>	<b>19</b>
10-1 Résiliation du marché.....	19
10-2 Clauses diverses.....	19-20
<b>Article 11 – Règlement judiciaire ou liquidation des biens de l'entreprise.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 12 – Litiges et différends .....</b>	<b>20-21</b>
<b>Article 13 – Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>21</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS

### 1-1-Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le marché relatif aux travaux de déconstruction, désamiantage et déplombage du bâtiment de l'ancienne pharmacie située sur le site de l'Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM) George Daumézon (CMP) sur la commune de Fleury-les-Aubrais.

Ces travaux seront réalisés conformément aux conditions prévues au présent document et aux caractéristiques et prescriptions indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique selon les dispositions suivantes :

- L'article R.2172-1 ;
- Du livre IV de la deuxième partie de ce Code traitant des marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 (arrêté du 22 mars 2019) précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Du titre IX du livre Ier de la deuxième partie de ce Code traitant de l'exécution du marché.

#### 1-1-1-Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le maître de l'ouvrage.

### 1-2- Les intervenants

L'EPSM Georges DAUMEZON est le pouvoir adjudicateur et le maître de l'ouvrage des travaux. Les prestations sont réalisées pour l'acheteur EPSM G. DAUMEZON,

Adresse : Etablissement Public de Santé Mentale G. DAUMEZON

1, route de Chanteau

45402 FLEURY LES AUBRAIS

Téléphone : 02 38 60 57 17

Mail : [natacha.delic@gmail.com](mailto:natacha.delic@gmail.com)

Site internet : <https://www.epsm-loiret.fr>

L'acheteur agit pour le compte de l'EPSM George Daumézon (45400)

#### 1-2-1- Représentation des parties

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## ARTICLE 2 – STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du CCP.

Les prestations de ce marché ne sont pas décomposées en lots.

- Lot unique désamiantage, déplombage, curage, déconstruction

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

Le présent marché fixe les conditions auxquelles seront passées les commandes. L'exécution des prestations du marché sera soumise aux dispositions du code des marchés publics annexé au décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 modifié.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes.

Le candidat devra obligatoirement effectuer une visite du site avant de remettre son offre.

Les rendez-vous sont à confirmer par mail auprès de Mme DELIC (gestionnaire marchés travaux à l'EPSM) et M. Rocher, aux adresses suivantes : [natacha.delic@epsm-loiret.fr](mailto:natacha.delic@epsm-loiret.fr) ; [contact@cabinet-gilbert.fr](mailto:contact@cabinet-gilbert.fr)

Les visites seront programmées les jours suivants :

- Le mardi 13 mai 2025 à 10h00
- Le mardi 20 mai 2025 à 10h00

A l'issue de cette visite il sera remis aux candidats une attestation de visite. Cette dernière devra obligatoirement être jointe à l'offre.

A défaut de visite, l'offre sera considérée comme non conforme et ne pourra être examinée par l'EPSM G. Daumézou.

Le candidat reconnaît, avant de remettre son offre, avoir pris une parfaite connaissance des lieux. La méconnaissance de ceux-ci ne pourra pas être invoquée en cours d'exécution des prestations pour justifier de coûts supplémentaires.

## ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 3-1- Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du marché, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications, énumérées à l'article 3.4.2 du CCAG travaux, survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqué » pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### 3-2- Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

### 3-3- Assurances

Le Titulaire doit être à jour, pendant toute la durée des travaux, de ses assurances en responsabilité civile et autres assurances obligatoires afférentes aux travaux exécutés. En cas de sous-traitance, le Titulaire devra vérifier que ses sous-traitants ont bien contracté les polices d'assurances couvrant les risques en rapport avec l'exécution des prestations qui leur sont confiées. Le Maître de l'Ouvrage pourra à tout moment demander à l'Entrepreneur et à ses éventuels sous-traitants de faire la preuve qu'ils sont bien assurés contre les risques ci-dessus.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement aucune main levée de caution ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée, certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du CCAG travaux, de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur

### 3-4- Obligations particulières

Conformément à l'article 6 du CCAG-travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ - EXECUTION DES PRESTATIONS

### 4-1- Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification estimée vers le 11 juillet 2025 et s'achèvera à la fin des garanties de parfait achèvement (Article 7.3.1 du CCAP).

Conformément à l'article R 2185-1 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure et la déclarer sans suite pour des motifs d'intérêt général.

#### Ordre de service :

L'ordre de service sera rédigé en un exemplaire et signé par le Maître d'ouvrage. L'entrepreneur devra le retourner dûment signé au Maître d'ouvrage.

L'ordre de service précisera la date de démarrage des travaux, comprenant la période de préparation et la période de délai d'exécution des travaux.

L'ordre de service est envoyé au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

A titre indicatif, le délai d'exécution global des prestations est estimé à 7 mois maximum, période de préparation comprise.

Un planning d'exécution sera proposé par l'entreprise dans le cadre de l'acte d'engagement et ne pourra en aucun cas être changé lorsqu'il sera signé des 2 parties et notifié à l'entreprise. Il inclut le délai de préparation du chantier.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 2.2 de l'article 19 du CCAG, le délai d'exécution sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels décrits à l'article 9.2 seront survenue et dont les dépassements d'intensité auront été constatés ou prouvés.

## 4-2- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet GILBERT, situé 87 rue du Faubourg Saint Vincent – 45000 ORLEANS

## 4-3- Groupement d'opérateurs économiques

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement et désignent leur mandataire.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

En vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et les articles R.2123-1 et R.2123-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

## 4-4- Sous-traitance

### 4.4.1 Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Les éventuels sous-traitants devront impérativement être déclarés lors de la remise des offres. La sous-traitance, de droit, doit recueillir l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

### La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie. Elle sera en outre accompagnée d'une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le sous-traitant devra fournir :

- la copie du jugement de redressement judiciaire, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- présentation d'une liste de prestations exécutées au cours des trois dernières années, appuyée éventuellement d'attestations de bonne exécution, et le cas échéant, certificats de qualifications professionnelles ou qualification équivalente.
- les moyens en matériel du sous-traitant justifiant de son autonomie vis-à-vis du titulaire
- R.I.B.

Le sous-traitant devra fournir obligatoirement un devis détaillé de la part des prestations sous-traitées (fourniture et pose, quantités et prix unitaires) dont la décomposition devra être en correspondance avec celle sous-traitée. Ce devis devra être signé et tamponné par le sous-traitant et l'entreprise titulaire, et libellé au nom du titulaire

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

Le titulaire du marché devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant ; il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le pouvoir adjudicateur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires.

Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'un nouvel acte de sous-traitance, la modification du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Les sous-traitants qui présentent au stade de la candidature un motif d'exclusion de la commande publique, doivent être remplacés dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur par le candidat.

#### **4.4.2 Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou les déposent auprès du titulaire contre récépissé ;
- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur, ou s'il en a été désigné un, au maître d'œuvre de l'opération. Cette

demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire du marché, copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jour calendaire à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règles au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du Travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

## **4-5- Pénalités**

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

### **4.5.1. Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, pour les entreprises et pour les groupements d'entreprises, tout retard dans l'exécution de la prestation, conformément au calendrier détaillé d'exécution, donne lieu sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité de retard. Cette pénalité est fixée à 1/3000ème par jour de retard, dimanches et jours fériés compris, du montant HT de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande (montant initial du marché augmenté ou diminué des éventuels avenants).

Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, les pénalités inférieures à 1000 € HT seront appliquées.

Par dérogation à l'article 20.6 du CCAG Travaux, les pénalités, dans le cas du groupement d'entreprises, sont notifiées par le Maître d'ouvrage à chaque entreprise en fonction du retard dont elle est responsable.

### **4.5.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier**

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Les représentants qualifiés des entrepreneurs seront tenus d'y assister jusqu'à la levée de réserves conformément à l'article 3.9 du CCAG-travaux.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'ouvrage, une pénalité de 100 € sera appliquée à tout entrepreneur absent, ni représenté, dûment convoqué sans mise en demeure préalable.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.



#### **4.5.3 Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution.**

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG-travaux et indiqués à l'article 8.2 du présent CCAP, par dérogation à l'article 20.5 du CCAG-travaux une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable, après 48 h de retard.

La non-transmission de ces documents au moment du solde donnera la possibilité au pouvoir adjudicateur de faire exécuter ces documents par un tiers aux frais et risques du titulaire, en plus de la pénalité, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-travaux, les pénalités inférieures à 1 000 € HT seront appliquées.

#### **4.5.4 Autres pénalités**

##### **1. Pénalités pour retard d'approvisionnement**

Le montant des pénalités pour non-présentation des bons de commandes prévus à l'article 6 approvisionnement est fixé à 200€ (deux cents euros) par jour calendaire après mise en demeure du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

##### **2. Pénalités en cours de travaux**

Les pénalités de retard prévues à l'article précédent seront appliquées systématiquement, sans qu'il soit nécessaire d'en aviser autrement l'entrepreneur, à tous retards partiels en cours d'exécution, sur la situation de la période où a été constaté le retard. Les sommes ainsi retenues seront reversées à l'entrepreneur lui-même s'il récupère son retard, et ce seulement en fin de travaux.

Au cas où l'entrepreneur ne rattraperait pas lui-même son retard, mais où celui-ci serait comblé par un autre entrepreneur, avec pour conséquence la bonne fin des travaux à la date prévue, les sommes retenues à l'entrepreneur retardataire seraient versées à l'entrepreneur ayant rattrapé ce retard. Seul le maître d'ouvrage peut déterminer les retards tels que définis ci-dessus

##### **3. Retard dans le nettoyage de chantier**

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité en application de l'article 37 du CCAG travaux.

##### **4. Levée de réserves**

En cas de non-respect du délai de levée de réserves fixé à l'article 4.5.4 ci-après, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux, une pénalité fixée à 550 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-travaux, toutes pénalités inférieures à 1 000 € HT seront appliquées.

##### **5. Pénalités pour non remise des documents pendant exécution**

Les documents/plans à remettre et délais de remise sont indiqués au CCTP.

En cas de retard, une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-travaux, toutes pénalités inférieures à 1 000 € HT seront appliquées.

##### **6. Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

#### **Infractions aux prescriptions de chantier**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Déconstruction, désamiantage, déplombage de l'ancienne pharmacie

EPSM G. Daumézon

MAPA/RC/TRVX-2025-06

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, ou le CSPS, des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Le nombre de jours de retard est calculé en jours calendaires.

Ces pénalités seront déduites des acomptes mensuels.

- a) Il sera appliqué des pénalités pour non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité résultant de l'application du Code du Travail et de la Réglementation en vigueur et notamment les recommandations de la CRAM, de l'OPPBTP et de la DRTFPE. La pénalité sera de 250 € par observation et par jour calendaire de retard ;
- b) Non-respect du cahier des charges de la protection des végétaux de l'EPSM : 250 € par observation ;
- c) Dépôt de matériaux, terres, gravais en dehors des zones prescrites, dépôts sauvages, brûlage et enfouissement de déchets : 250 € par observation ;
- d) Absence de traçabilité des déchets visés par la réglementation : 250 € par observation et par jour calendaire de retard ;

Ces sanctions ne sont pas limitatives.

En cas de retard croissant, le maître d'ouvrage pourra mettre fin immédiatement au marché. Il a seulement à régler, sous déduction des pénalités précitées, les travaux effectués à l'époque de l'envoi de la lettre recommandée signifiant la rupture du marché.

## ARTICLE 5 – PROVENANCE DES MATERIAUX

---

Conformément à l'article 21 du CCAG travaux, le titulaire mettra à disposition les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre ou les déchets de déconstruction.

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais, et épreuves, tant quantitatives que qualitatives, sur le chantier.

L'entreprise devra fournir sur simple demande du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage les bons de commande indiquant les dates de livraisons des matériaux qui lui seront nécessaire à la bonne réalisation du chantier.

## ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX

---

### 6-1 – Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de quinze jours à compter du début du délai d'exécution des travaux sauf cas d'urgence.

Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution des travaux. Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties contractantes, par les soins de l'entrepreneur :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.
- Établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du C.C.A.G. travaux
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. travaux.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calcul correspondantes, à l'approbation de l'AMO. Ce dernier doit les renvoyer à

l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **6-2 – Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **6.2.1 - Installations à réaliser par l'entreprise**

Il sera fait application de l'article 31 du C.C.A.G. (6, 7 et 8). L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune gêne découlant des travaux des autres corps d'état sur le même chantier, ni des travaux effectués par les services Techniques de l'EPSM.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

### **6.2.2 - Protection des ouvrages, des locaux et des végétaux**

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, l'entrepreneur supportera seul les frais éventuels occasionnés par la remise en état du domaine public. Il en sera de même pour le domaine privé.

L'entrepreneur devra assurer les protections de ses ouvrages et celles des autres corps d'état pouvant subir des dégradations du fait de leur propre ouvrage, notamment des bâchages, protections. Pour les travaux à exécuter dans les locaux existants, l'entrepreneur devra assurer, toutes les protections nécessaires contre les gravois, la poussière et les intempéries, pour éviter toutes dégradations et détériorations. Il prendra toutes les dispositions pour empêcher l'accès des échafaudages à toute personne étrangère au chantier.

L'entrepreneur ne laissera aucun matériel ni outillage sans surveillance à la portée des hospitalisés et devra les ranger dans un endroit clos après usage.

Le candidat veillera à ne pas porter atteinte à un végétal, toute intervention sur les végétaux devra être soumise à autorisation du maître d'ouvrage.

La remise en état des éventuels dommages causés aux ouvrages et espaces verts seront à la charge de l'entreprise intervenante conformément au cahier des charges de la protection des végétaux de l'EPSM joint en annexe.

### **6.2.3 - Protection du chantier**

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra particulièrement veiller à la fermeture du chantier pendant la nuit et les jours chômés. Il demeurera responsable des dégâts occasionnés à l'intérieur du chantier sauf dans le cas d'effraction dûment constatée et à l'extérieur du chantier suivant les articles 34 et 35 du C.C.A.G travaux. Les personnels des entreprises ne devront avoir aucun contact avec les patients hospitalisés.

### **6.2.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

L'entreprise devra respecter les dispositions mises en place dans le plan général de coordination établie par le Coordinateur SPS qui sera désigné ultérieurement par l'EPSM.

## **6-3-Responsabilité dommages occasionnés pendant le chantier**

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG travaux, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur ou de tiers, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

La procédure de mise en demeure et de mise en régie est la même que celle décrite à l'article 10.1 du présent CCAP (non-respect des obligations du titulaire)

## ARTICLE 7 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

### 7-1- Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est indiqué que la réception sera effectuée à l'ensemble des travaux.

Le maître d'ouvrage remplit la mission du maître d'œuvre dans les dispositions indiquées au CCAG travaux pour l'application du présent article.

Si la réception est prononcée avec réserve, les entreprises ont 15 jours pour lever les réserves.

Conformément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-travaux, il est précisé qu'en cas de réserves formulées sur le procès-verbal de réception des travaux, l'entrepreneur devra exécuter les prestations et/ou remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai maximum de 15 jours suivant la date du procès-verbal.

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage dans l'exécution des prestations susvisées, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.5.1 du présent C.C.A.P.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux aux frais et risques du titulaire défaillant par l'entreprise de son choix après mise en demeure restée infructueuse.

### 7-2- Documents fournis après réception

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, les documents ci-dessous sont à fournir :

- 15 jours avant la réception de leur lot ou partie d'ouvrage (colonne montante, ...) au maître d'ouvrage: les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.
- 15 jours avant la réception de leur lot : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le titulaire remet au maître d'ouvrage ces documents, en trois exemplaires dont un sur support informatique (CD ROM ou clé USB).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, la pénalité appliquée est celle visée à l'article 5.2.3 du présent CCAP.

### 7-3- Délais de garantie

#### 7.3.1 - Parfait achèvement

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

De plus, l'entrepreneur est tenu d'être présent aux différentes visites effectuées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du parfait achèvement.

Si l'entrepreneur n'intervient pas dans le délai demandé par le maître d'ouvrage, une mise en demeure lui sera adressée.

Si l'entrepreneur ne déferre pas à la mise en demeure, une mise en régie à ses frais et risques peut être ordonnée.

Pour établir la régie, il est procédé à un constat de carence où l'entrepreneur sera convoqué. Un procès-verbal sera alors établi, signé des parties présentes et notifié à l'entreprise.

En cas d'absence de l'entrepreneur, un procès-verbal sera établi et notifié à l'entreprise.

L'entrepreneur peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin.

Après l'expiration d'un délai d'un mois suivant la notification de la décision de mise en régie, la reprise des travaux sera réalisée par un autre entrepreneur après mise en concurrence.

La dépense sera alors prélevée sur la retenue de garantie du titulaire ou, dans le cadre de la garantie à première demande, le pouvoir adjudicateur demandera à la banque du titulaire de lui verser la somme dans la limite du montant garanti.

Dans les deux cas, si le montant des travaux repris est supérieur aux 5% du marché garantis par la garantie à première demande ou par la retenue de garantie, le titulaire devra verser au pouvoir adjudicateur la différence.

## **ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

### **8-1- Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

#### **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et l'annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes,
- L'offre technique du titulaire accompagné de ses éventuelles annexes,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants si postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique,
- les plans (masse, schémas de principes),
- Fascicules Cahiers des Charges des Documents techniques Unifiés (D.T.U).
- Cahier des charges pour la protection des plantations

#### **Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de travaux (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicable aux marchés publics de travaux

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG travaux) ne s'appliqueront pas au présent marché.

### **8-2- Modification du marché**

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R. 2194 et suivants du CCAPO et / ou complété par la passation d'un marché négocié conformément aux articles L. 2124-3 et R. 2124-3 du CCP.

Il pourra être modifié dans les conditions suivantes :

- Prestations complémentaires telles que
  - o Travaux, prestations supplémentaires nécessaires avec le même titulaire pour des raisons économiques et / ou techniques selon l'article R2194-2
  - o Circonstances imprévues selon l'article R2194-5
  - o Modification de faible montant (15% du montant initial)
- Il est néanmoins possible, si le marché a été conclu à prix ferme sans clause d'actualisation, de signer un avenant pour actualiser le marché (cf article 10.4.3 du CCAG travaux).

### **8-3- Pièces à délivrer au titulaire du marché**

Le marché est établi en un seul original conservé par l'EPSM G. Daumézon qui fait parvenir une copie de

l'acte d'engagement au titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage l'EPSM G. Daumézon qu'à compter de la date de réception de la notification par le titulaire via la plateforme des marchés publics PLACE (marches-publics.gouv.fr)

## ARTICLE 9 - PRIX ET REGLEMENT

L'acte d'engagement du marché de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché et à ses sous-traitants
- Au mandataire du groupement titulaire du marché, à ses cotraitants ainsi qu'à leurs sous-traitants.

### 9-1- Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôt et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement du titulaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également :

- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus,
- Des dépenses communes de chantier.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Les frais de branchement électrique provisoire de chantier sont à prévoir par l'entreprise titulaire.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents du marché).

Par ailleurs, les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

### 9-2- Prix de règlement

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent les intensités limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme de référence
Pluie	20 mm	Par période de 12 heures	Station Météorologique D'Orléans
Gel Neige	inférieur à −5 °C empêchant toutes activités	2 heures consécutives	
Vent	supérieur à 80 KM/H		

En tenant compte des sujétions ci-après :

- Les prix sont complets et comprennent toutes les fournitures et mises en oeuvre.
- L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment avant la remise de son acte d'engagement :
  - Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
  - Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, notamment celles liées à la spécificité de l'activité de l'EPSM, aux moyens de communications, aux ressources de main d'œuvre...
  - Contrôlé les indications des documents du dossier de consultation. S'être informé de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître de l'ouvrage et auprès de tous les services et autorités compétentes.

Aucun matériel ne sera fourni par le maître de l'ouvrage pour mise à la disposition des entrepreneurs.

**Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires**, sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif annexé à l'acte d'engagement.

Le marché à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Les prix du marché comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- Les charges fiscales et autres éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix défini au bordereau des prix (devis).

Les travaux en plus ou en moins éventuels seront chiffrés suivant les prix unitaires du bordereau de prix (devis).

#### **Application de la taxe à la valeur ajoutée :**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

### **9-3- Mode de règlement du marché**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement, suivant les modalités définies à l'article 5.4 du présent CCAP.

#### **Comptable assignataire :**

Monsieur le Comptable de la Trésorerie Hospitalière Départementale  
 9 avenue du Président John Kennedy  
 CS 30043  
 45077 ORLEANS CEDEX 2  
 Tél. : 02 38 24 62 00

## 9-4- Variation des prix

### Les prix du présent marché sont fermes.

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Prix actualisé = Prix initial du marché \* CA

CA = 0,... \* i/I + 0,... \* i/I

où

i = indice en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

I = indice en vigueur à la date de fixation du prix dans l'offre

i = indice en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

I = indice en vigueur à la date de fixation du prix dans l'offre.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

### Le mois d'établissement des prix du marché :

Le mois M0 considéré sera le mois de remise de l'offre par le titulaire.

## 9-5 Modalités de règlement

### 9.5.1 Présentation des demandes de paiement

Les projets de décomptes sont présentés conformément à l'article 13 du CCAG Travaux.

Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Avant la fin de chaque mois le titulaire remet au maître d'œuvre un projet d'avancement des travaux exécutés indiquant le pourcentage et le montant d'avancement des prestations exécutées. Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre est dispensé de notifier au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte mensuel.

Lorsque le titulaire remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les modalités du règlement des comptes de chaque marché seront les suivantes :

- Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.
- Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
- La périodicité du versement des acomptes est mensuelle (article 13-2 du C.C.A.G. Travaux).

Le titulaire soumis à l'obligation de l'usage de la facturation électronique en application de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, devra utiliser le système « CHORUS PRO ». Les modalités de transmission ont été transposées au sein du Code de la commande publique par le décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro et la date du marché (et éventuellement de chaque avenant), la date et le numéro d'engagement ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les références bancaires ou postales tel qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Déconstruction, désamiantage, déplombage de l'ancienne pharmacie

EPSM G. Daumézon

MAPA/RC/TRVX-2025-06



- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- La date d'exécution des services ou de livraison des fournitures et désignation de la collectivité débitrice.

Les demandes de paiement devront être transmises de manière électronique via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr/> conformément aux modalités définies ci-dessus.

Le n° SIRET de l'EPSM est le suivant : **264 500 042 00017** service : **TRAVAUX**

Les prestations sont financées par le budget principal.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur par mandat administratif.

### **9.5.2 Projet de décompte final et décompte général PDF et DGD**

Par dérogation à l'article 13.3.2 et à l'article 13.3.1 du CCAG travaux, le titulaire du marché devra remettre au maître d'ouvrage son projet de décompte final, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans les 30 jours qui suivent la notification de la réception sans réserve ou du procès-verbal de levée de réserves.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG-travaux, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final de l'entreprise qui devient alors le décompte final.

Conformément à l'article 13.4.1 du CCAG-travaux, le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général dans les 30 jours qui suivent la date de remise du projet de décompte de l'entreprise

Ce projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient le décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie le décompte à l'entreprise sous 30 jours à réception du projet de décompte général reçu de l'entreprise par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG/travaux.

L'entrepreneur a 30 jours pour accepter le décompte général qui devient alors le décompte général et définitif du marché ou présenter ses éventuelles observations.

Par dérogation aux articles 13.3.2. et 13.4.4. du CCAG-travaux, dans le cas où le maître d'ouvrage ne notifierait pas le décompte général dans les 30 jours qui suivent la transmission du projet de décompte final chez le maître d'ouvrage, le titulaire devra notifier son projet de décompte général au maître d'ouvrage qui aura 10 jours pour notifier le DGD.

Si le maître d'ouvrage ne le fait pas dans ce délai, le projet de décompte général devient le « DGD tacite ».

La libération de la retenue de garantie est faite dans les 30 jours qui suivent la fin du délai de parfait achèvement, si cette dernière a levé toutes ses réserves et repris toutes les anomalies constatées pendant le parfait achèvement.

### **9.5.3 Délais de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **9.5.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

## 9-6- Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du bon de commande est supérieur à 50000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant initial du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance est de 30 jours à partir :

- de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, à condition que le titulaire du marché ait produit une garantie à première demande du montant de l'avance au Maître d'ouvrage
- ou
- de la date de réception de cette garantie à première demande par le Maître d'ouvrage si cette date est postérieure à la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, à condition que le titulaire du marché ait produit une garantie à première demande du montant de l'avance au Maître d'ouvrage

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande du montant de l'avance. Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie à première demande est remboursable un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Si des réserves ont été notifiées au titulaire et à l'établissement l'ayant accordée, pendant le délai de garantie, si les réserves ne sont pas levées avant la fin de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement un mois après la date de la levée des réserves.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois. Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché. Dans le cas où l'acompte mensuel ne suffirait pas, la différence sera prélevée sur les acomptes suivants.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, la base du calcul de l'avance du titulaire sera le montant du marché diminué du montant des travaux sous-traités.

Une avance peut être versée aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est supérieur à 50 000,00 € hors taxes. Si une avance a été versée en totalité au titulaire, cette dernière sera diminuée de celle allouée au sous-traitant

## 9-7 – Retenue de garantie

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services. Chaque paiement d'acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande et devra être augmentée en cas d'avenant.

Dans le cas contraire, une retenue de garantie sera appliquée sur le montant de l'avenant.

Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, dans les conditions prévues à l'article R 2191-42 du Code de la Commande Publique.

Cette garantie doit être constituée en totalité et envoyée au Maître d'ouvrage.

Le titulaire peut la présenter tout au long de l'exécution du marché. Dans ce cas, le montant versé au titre de la retenue de garantie est reversé au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la garantie à première demande chez le maître d'ouvrage.

En cas de groupement solidaire, la garantie à première demande est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, y compris les avenants.

En cas de sous-traitance, c'est le titulaire du marché qui supporte la retenue de garantie de l'ensemble du marché, y compris la partie sous-traitée. Comme il est indiqué précédemment, la retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

Dans le cas d'une sous-traitance indirecte et par dérogation à l'article 3.6.2.5 du CCAG-travaux, le sous-traitant indirect remet une garantie à première demande pour garantir les travaux qui lui sont confiés.

Le titulaire du marché informera par écrit le pouvoir adjudicateur qu'il a reçu une copie de la garantie à première demande du sous-traitant indirect.

## **9-8 – Nantissement ou cession de créances**

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du CCP.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'EPSM Georges DAUMEZON. Cette demande sera ensuite notifiée au comptable public par lettre en accusé réception.

L'EPSM GDAUMEZON remet au titulaire une copie de l'original de l'acte d'engagement avec la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire.

Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES**

### **10-1- Résiliation du marché**

L'EPSM G. Daumezon peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément à l'article 46.4 du CCAG Travaux.

- **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Les dispositions de l'article 34 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au marché après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du marché et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le marché passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce marché de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent marché est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

- **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du marché ou de non-respect des stipulations du marché par le titulaire, l'acheteur peut résilier le marché aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 30.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### **10-2- Clauses diverses**

- **Conduite des prestations dans un groupement économique**

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées. Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour

la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

- **Obligations de confidentialité**

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur le site de l'EPSM G. DAUMEZON est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

- **Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

## **ARTICLE 11 – REGLEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION DES BIENS DE L'ENTREPRISE**

Le jugement, instituant le redressement judiciaire ou la liquidation, est notifié immédiatement au Maître d'Ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'Ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, si, en application de l'article 14 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le Maître d'Ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité ;

## **ARTICLE 12 - LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG TRAVAUX. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans  
Téléphone : 02 38 77 59 00 - Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr  
Télécopie : 02 38 53 85 16 - Site internet : orleans.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

## **ARTICLE 13 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

Les dérogations au CCAG Travaux explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- L'article 1.2.1 du CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG
- L'article 4.5.1 du CCAP déroge aux articles 20.1, 20.4 et 20.6 du CCAG travaux
- L'article 4.5.3 du CCAP déroge aux articles 20.5 et 20.4 du CCAG travaux
- L'article 4.5.4 du CCAP déroge aux articles 48.1 et 20.4 du CCAG travaux
- L'article 6.2.2 du CCAP déroge à l'article 34 du CCAG travaux
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 35.1 du CCAG travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG travaux
- L'article 9.5.1 du CCAP déroge à l'article 13.2.2 du CCAG travaux
- L'article 9.5.2 du CCAP déroge aux articles 13.3.2, 13.3.1, 13.4.2 et 13.4.4 du CCAG travaux
- L'article 9.7 du CCAP déroge à l'article 3.6.2.5 du CCAG travaux